

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Un-impot-sur-la-fuite-des-capitaux-au-Venezuela>

Un impôt sur la fuite des capitaux au Venezuela

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : jeudi 30 janvier 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Au cours d'une conférence de presse à Porto Alegre, le président Chavez a annoncé qu'il allait instaurer un impôt sur les transactions financières internationales afin de stopper la fuite des devises.

A Porto Alegre,
Página 12*

L'ouragan Chavez a soufflé avec force hier à Porto Alegre. La présence du président vénézuélien Hugo Chavez Frias a fortement touché les organisateurs du Forum social mondial, les autorités de l'Etat du Rio Grande do Sul et les nombreux groupes solidaires avec le Venezuela qui se sont rassemblés dans l'auditoire de l'Assemblée législative pour l'ovationner.

Au cours d'une chaotique conférence de presse, Chavez a cité l'Argentine comme exemple de ce qui se passe lorsque l'on applique une "surdose de néolibéralisme". Il a déclaré qu'il prenait des mesures afin d'"approfondir la révolution bolivarienne". Parmi ces mesures, il a expliqué qu'il allait envoyer la semaine prochaine au Congrès un projet de loi similaire à la Taxe Tobin qui se propose de taxer de 1% les grandes transactions financières internationales. Il a de plus déclaré qu'il suspendra provisoirement la vente de devises et instaurera un contrôle des changes

La révolution ne se marchande pas

Avec cette mesure, Cz veut mettre fin à la fuite des capitaux qui, selon ses chiffres, ont atteint quelques 35 milliards de dollars au cours de ces 4 dernières années. Un chiffre qui fait froid dans le dos lorsque l'on sait que le PIB annuel du Venezuela tourne autour des 100 milliards de dollars. "La révolution ne se marchande pas" a-t-il insisté.

Avant de commencer sa conférence de presse, Chavez a présenté un à un les fonctionnaires gouvernementaux qui ont pris place à ses côtés. Comme d'habitude, il a également extrait des poches de sa chemise vert claire une édition de poche de la Constitution bolivarienne en déclarant que cette dernière était anti-libérale et qu'elle résumait le modèle politico-économique qu'il impulse aujourd'hui.

"Le plan putschiste d'avril nous a permis d'approfondir le processus révolutionnaire (...). Pour vaincre le putschisme, il n'y a pas d'autre voie que l'approfondissement du processus révolutionnaire". "La révolution ne se marchande pas, les principes de se marchandent pas, en aucune manière". "Après le mois d'avril, nous avons fait une restructuration des Forces Armées et aujourd'hui on peut affirmer qu'elles sont encore plus engagées aux côtés de la Constitution et de la Révolution. Après le coup d'Etat pétrolier de décembre, nous avons pu, pour la première fois depuis que PDVSA existe, nationaliser notre pétrole. Nous n'avions pas réellement pu le faire auparavant car une véritable bureaucratie apatride s'étaient retranchée en son sein et PDVSA n'était plus qu'une immense caisse noire".

"Nous avons renvoyé aujourd'hui plus de 3.000 hauts dirigeants qui avaient participé au plan de déstabilisation et qui avaient mis de côté le personnel patriotique et nationaliste. J'ai vu pleurer un monsieur de plus de 60 ans, retraité, quand nous l'avons appelé afin d'assumer le poste de gérant dans la raffinerie où il avait travaillé toute sa vie. Il a pleuré quand il a vu ce que les saboteurs avaient fait. Car avant de stopper une raffinerie dans les normes, il faut nettoyer tout le système. Mais les saboteurs avaient arrêté les raffineries en laissant les conduits remplis de produits chimiques, d'hydrocarbure et même de l'asphalte, qui s'est solidifié. C'est pour cela que j'ai vu pleurer cet homme. Nous mettons aujourd'hui la principale ressource de notre pays au service du processus révolutionnaire".

"Nous avons déclaré que l'année 2003 serait celui de l'attaque" a poursuivi Chavez. "Nous sommes en train de

distribuer des titres de propriété urbaine. Ce qui revient à démocratiser la propriété de la terre. Aux pauvres et aux secteurs populaires qui ont toujours vécu dans des humbles demeures, nous leur remettons des titres de propriété. C'est le même processus dans le cas de la réforme agraire, que nous préférons appeler Révolution agraire. Cette année, nous avons remis plusieurs centaines de milliers d'hectares à des petits producteurs. Nous le faisons en favorisant les coopératives paysannes, comme cela est prévu dans la Constitution."

"Nous allons également approfondir l'enseignement intégral. Nous avons augmenté le budget de l'enseignement de 3% du PIB en 1998 à 7%. Le budget de la santé est passé de 2,5% du PIB à 5%. Nous avons pu réduire la mortalité infantile de 21/1000 à 17/1000. Nous avons réduit la dénutrition infantile de 15%. Les inscriptions scolaires ont augmenté de 40%. Nous avons réduit l'indice de faible poids à la naissance de 9 à 6%. Tous ces chiffres sont fournis par le programme de l'Unesco, le PNUD. Dans le domaine politique, nous sommes en train d'approfondir la participation communautaire. Les conseils locaux de planification sont en train naître, composé par les citoyens et avec pouvoir de décision. C'est là du pouvoir populaire formalisé à travers des mécanismes de participations tels qu'ils sont prévu par la Constitution."

Chavez s'est ensuite excusé de devoir donner des conseils aux peuples latino-américains sur la manière avec laquelle ils devraient affronter le FMI. Il a rappelé qu'en 4 années de pouvoir, il n'a jamais signé d'accords avec le FMI et ne prévoit pas de le faire. Il affirmé qu'il a refusé cela car il ne veut aucune sorte d'imposition.

Après avoir critiqué le peu de résultats qu'apportent les nombreux sommets officiels auxquels il doit assister, il s'est ensuite étendu sur certaines de ses propositions afin d'impulser une meilleure "intégration régionale" latino-américaine. Il a rappelé que lors d'un sommet sud-américain, il avait demandé : "Pourquoi ne pouvons nous pas prendre des décisions communes avec les 12 présidents latino-américains ? Si nous voulons donner force aux décisions que nous voulons prendre sur des thèmes tel que la dette extérieure par exemple, pourquoi ne soumettons-nous pas nos initiatives au vote de nos peuples ?"

La dette extérieure, un transfert de richesses

"La dette extérieure est un mécanisme pervers qui ne peut être affronté par un seul pays car ce dernier serait immédiatement mis en faillite. C'est avec douleur qu'au cours de ces 4 dernières années nous avons dû payer plus de 20 milliards de dollars d'une dette dont les fruits ne sont pas au Venezuela. Lorsque je suis arrivé au pouvoir, la dette était de 26 milliards de dollars, nous en avons payé plus de 20 milliards et aujourd'hui nous devons encore rembourser 26 milliards. Ce mécanisme est immoral. Ou, comme l'a dit Fidel Castro, c'est une dette éternelle que nous ne pourrions jamais terminer de payer. Cette année, le monde développé va aider les pays sous-développés dit-on. Mais pour chaque dollars que les pays reçoivent en aide internationale, ils doivent en payer 6 en dette extérieure. Il est impossible que nous sortions de la pauvreté avec ce mécanisme de transfert de richesses des pays pauvres vers les pays riches. A cela, ce n'est pas un seul président qui peut apporter une solution."

Fonds monétaire latino-américain

Chavez a également étayé ses propositions d'intégration latino-américain. "Nous avons proposé de créer un Fonds monétaire latino-américain dans lequel chacun pourra apporter ce qu'il peut. Y compris ceux qui ne pourraient pas apporter de l'argent sonnante et trébuchant pourraient apporter des aliments qui pourraient être utilisés dans un système de troc entre les peuples pauvres. On peut faire cela mais ce qu'il manque, c'est la volonté politique et c'est cette bataille que nous devons livrer. Il se passe qu'avec le conte de fées de la "main invisible" du marché, la politique a été mise de côté."

Chavez a dit partager les critiques faites dans le Forum social mondial à l'encontre des organismes de crédits

internationaux et a souligné que "l'unique manière de nous en sortir de cette guerre, c'est avec l'unité". Il a ainsi proposé de créer "Pétroamérica", avec les entreprises pétrolières nationales du Brésil, du Venezuela, d'Equateur et du Pérou. "Pourquoi ne pas créer une OPEP latino-américaine ?" a-t-il demandé pour répondre ensuite que "cela nous donnerait beaucoup plus de pouvoir de négociation au lieu de faire comme aujourd'hui, chacun pour soi, un par un avec ses projets".

Post-scriptum :

[Courtoisie Risbal](#)

***Traduction de l'espagnol :** Ataulfo Riera pour RISBAL

© COPYRIGHT Pagina 12 2002